

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement Auvergne

LE PUY EN VELAY, le 26 mai 2014

Unité territoriale de la Haute-Loire
26, avenue des Belges
43000 LE PUY EN VELAY
Tél. 04.71.06.62.30 – Fax. 04.71.09.14.25
courriel : haute-loire.dreal-auvergne@developpement-durable.gouv.fr

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE

**Manufacture Française des Pneumatiques
MICHELIN à Blavozy**

Rapport de l'inspection des installations classées
au Conseil Départemental de l'Environnement
et des Risques Sanitaires et Technologiques

Objet : installations classées pour la protection de l'environnement.

Demande d'autorisation en vue d'augmenter les capacités de production d'une usine de fabrication de pneumatiques

Réf. : transmissions de monsieur le préfet de la Haute-Loire - bureau du contrôle de légalité et des affaires juridiques - des 5 février et 4 avril 2014

Par transmissions susvisées, monsieur le préfet de la Haute Loire nous a communiqué les avis exprimés sur la demande présentée par la société Manufacture Française des Pneumatiques MICHELIN, pour obtenir l'autorisation d'augmenter les capacités de production de son usine de fabrication de pneumatiques située sur les communes de Blavozy et Saint-Germain-Laprade.

I – Présentation synthétique du dossier du demandeur

1 – Informations générales concernant le demandeur

Raison sociale	: Manufacture Française des Pneumatiques MICHELIN
Adresse du siège social	: Place des Carmes-Déchaux - 63040 CLERMONT-FERRAND Cedex 9
Adresse de l'installation	: ZI de Blavozy - 43700 BLAVOZY
N° SIRET	: 855 200 507 01866
Directeur du site	: M. Fabrice MARCHETTI
Téléphone	: 04 71 05 36 00
Télécopie	: 04 71 05 36 64
Nombre de salariés du site	: 703

.../...

L'usine dite " de Blavozy " du groupe MICHELIN, construite en 1975, est spécialisée dans la fabrication de pneumatiques pour le génie civil, dont le poids unitaire varie de 200 à 1 400 kg.

2 – Localisation du site

L'usine est située dans la zone industrielle dite de Blavozy, située sur les communes de Blavozy et St Germain-Laprade. La propriété de la société MICHELIN, répartie sur ces deux communes (parcelles 135 et 136 section AL pour Blavozy et parcelles 2 et 4 section CH pour St-Germain-Laprade), est de 23,3 ha, dont 11,6 ha utilisés pour l'activité industrielle proprement dite, 1,2 ha de parkings extérieurs et 10,5 ha encore en terrains naturels (prairie).

Le site est constitué de 6 bâtiments totalisant une emprise au sol de 58 000 m², dont 52 235 m² pour le bâtiment principal de production. Le stockage des produits finis est en partie réalisé sur une aire bétonnée couverte de 9 830 m².

3 – Objet de la demande

La demande d'autorisation d'exploiter déposée en préfecture de la Haute-Loire le 25 octobre 2013 concerne le projet d'ajouter une nouvelle ligne de cuisson de 7 presses pour pneumatiques de grande dimension, dans un bâtiment de 1 500 m² à construire au sud de l'usine, accolé au bâtiment existant. Ces 7 presses, qui s'ajouteront aux 37 existantes, permettront à terme d'augmenter la capacité de production de pneumatiques de 45 000 t/an à 63 540 t/an.

Parallèlement, deux autres nouveaux bâtiments de 1 250 m² et 450 m² permettront de déplacer respectivement le stockage des moules et le local de charge des batteries. D'autres réorganisations internes sont prévues (déplacement et extension du stockage gomme, déplacement de postes de fabrication et recyclage de bandes de roulement) ainsi que l'installation de nouvelles machines connexes (fabrication de tringles de maintien, coupeuse).

Au-delà de l'identification des effets du nouveau projet, le dossier examine de façon exhaustive tous les impacts et risques de l'ensemble des activités de l'usine et constitue en cela une mise à jour intéressante des dossiers précédents.

4 - Classement des installations et situation administrative

L'exploitation de cette usine est actuellement autorisée par un arrêté préfectoral du 5 janvier 2000 qui a été modifié par des arrêtés complémentaires du 29 juillet 2003 et du 13 juillet 2007.

L'établissement comprendra après extension les activités relevant de la nomenclature reprises dans le tableau ci-après :

Rubrique	Alinéa	A,E, D,N C (1)	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
1715	1	A	Substances radioactives (utilisation) sous forme de sources radioactives scellées	2 sources de 185 MBq de Strontium 90	valeur du rapport Q	10 ⁴	3,7.10 ⁴
2661	1 - a	A	Transformation de polymères (caoutchoucs, élastomères) par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression	fabrication de pneumatiques	quantité de matière traitée	70 t/j	180 t/j
2661	2 - a	A	Transformation de polymères (caoutchoucs, élastomères) par tout procédé exclusivement mécanique	fabrication de pneumatiques	quantité de matière traitée	20 t/j	200 t/j
2662	2	E	Stockage de polymères (caoutchoucs, élastomères)	stockage de gomme	volume stocké	entre 1000 et 40000 m ³	1 500 m ³
2663	2 - c	D	Stockage de pneumatiques	stockage de pneumatiques	volume stocké	entre 1000 et 10000 m ³	6 000 m ³

Rubrique	Alinéa	A,E, D,N C (1)	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
2921	1 - b	D	Refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air (installations de) lorsque l'installation n'est pas du type « circuit primaire fermé »	1 tour aéroréfrigérante avec 4 modules	puissance thermique évacuée	2 000 kW	1 840 kW
1432	2 - b	D	Liquides inflammables (stockage)	une cuve aérienne de 60 m³ de FOD une cuve enterrée DE de 40 m³ de solvants	capacité équivalente	entre 10 et 100 m³	20 m³
1434	1 - b	D	Liquides inflammables (installation de remplissage ou de distribution)	distribution de solvants	débit équivalent	entre 1 et 20 m³/h	3 m³/h
2575	-	D	Abrasives (emploi de matières) telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc. sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage	grenailleuse pour le nettoyage des moules	puissance installée des machines fixes	20 kW	51 kW
2910	A - 2	D	Installations de combustion	- chaudière CH02 (GN/FOD) - chaudière CH03 (GN) - chaudière de secours CH01 (GN)	puissance thermique maximale en fonctionnement	entre 2 et 20 MW	15,4 MW
2925	-	D	Accumulateurs (ateliers de charge d')	local de charge de batteries	puissance de courant	50 kW	750 kW
1185	2	NC	Gaz à effet de serre fluorés (emploi dans des équipements clos en exploitation)	équipements frigorifiques	quantité de fluide	300 kg	130,2 kg
	3	NC		équipement d'extinction		200 kg	64 kg
1433	B	NC	Liquides inflammables (installations d'emploi de)	emploi de solvants pour la préparation	quantité présente	1 t	0,9 t
2564	2	NC	Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces (métaux, matières plastiques, etc.) par des procédés utilisant des solvants organiques	5 postes de 40 l	volume des cuves	supérieur à 200 l	200 l

(1) A : Autorisation E : Enregistrement D : Déclaration NC : Non Classable (installations et équipements non classés mais connexes des installations du régime A)

II – Instruction de la demande

Conformément aux articles R122-13, R512-14, R512-20 et R512-21 du code de l'environnement, la demande a été soumise à l'avis de l'autorité environnementale, à une enquête publique, à la consultation des conseils municipaux, du C.H.S.C.T de l'entreprise et des services administratifs concernés.

1) Avis de l'autorité environnementale

L'autorité environnementale rappelle que le site est implanté dans une zone industrielle, classée UI dans le POS de Blavozy et dans le PLU de Saint-Germain-Laprade. Le bourg de Blavozy se trouve à 400 m et celui de Saint-Germain-Laprade à 1 500 m. Les plus proches habitations sont situées à 250 m. Aucun établissement recevant des populations sensibles (école, crèche, maison de retraite) n'est implanté à proximité du site.

.../...

La Sumène passant à proximité de l'usine, la qualité des eaux pluviales ou des eaux usées rejoignant cette rivière représente un enjeu important. Sur le plan sanitaire seuls les rejets atmosphériques provenant de la chaufferie et des émissions de COV (composés organiques volatils) sont identifiés comme présentant un enjeu. La quantité importante de matières combustibles stockées nécessite une attention particulière afin de prévenir les risques d'incendie.

L'autorité environnementale estime que le dossier est globalement de bonne qualité, avec notamment une synthèse claire dans le résumé non technique, même si quelques points auraient mérité d'être approfondis (présentation des nouvelles constructions, consommation future d'eau, résultats d'autosurveillance, émissions de la vulcanisation, consommation énergétique).

En conclusion, l'autorité environnementale considère que compte tenu des sensibilités environnementales modérées du site, des impacts potentiels, des éléments présentés dans l'étude d'impact et dans l'étude de danger, des choix retenus, des mesures proposées, le projet intègre correctement les enjeux environnementaux du secteur et prévoit des mesures adaptées pour les préserver. Il démontre qu'en fait l'extension envisagée de la capacité de production n'aura que très peu d'incidence sur l'environnement par rapport à l'existant.

2) Enquête publique

Prescrite par arrêté préfectoral du 10 janvier 2014, elle s'est déroulée durant un mois du 10 février 2014 au 11 mars 2014 inclus. Au cours de cette enquête, aucune observation n'a été recueillie, tant en mairies de Blavozy, Saint-Germain-Laprade ou Saint-Pierre-Eynac, dans lesquelles les permanences du commissaire enquêteur ont été tenues, que sur les registres ou la boîte électronique mis à la disposition du public.

En conclusion, le commissaire-enquêteur a émis un avis favorable au projet présenté.

3) Avis des conseils municipaux

3.1 Par délibération du 27 février 2014, le conseil municipal de Saint-Germain-Laprade a émis un avis favorable.

3.2 Par délibération du 7 mars 2014, le conseil municipal de Blavozy a émis un avis favorable.

3.3 Par délibération du 7 mars 2014, le conseil municipal de Saint-Pierre-Eynac a émis un avis favorable.

4) Avis du C.H.S.C.T. de l'entreprise

Le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail a été consulté sur le projet d'extension à plusieurs reprises, notamment lors d'une réunion du 20 mars 2014 et n'a pas émis de remarques particulières en ce qui concerne la protection de l'environnement.

5) Avis des Services Administratifs

5.1 - Par lettre du 22 janvier 2014, le directeur départemental des territoires :

- rappelle que la Sumène est classée en état écologique médiocre de Blavozy à sa confluence avec la Loire ;
- précise que le ruisseau de la Trende, qui est busé sous l'emprise de la zone industrielle et reçoit les eaux industrielles traitées de l'ensemble de la zone, est suspecté de véhiculer des pollutions jusqu'à la Sumène ;
- demande que l'exploitant justifie l'absence d'incidence de l'augmentation de production sur les flux de pollution rejetés ;
- propose de réguler les eaux pluviales et les eaux d'extinction d'un incendie de la partie sud du site dans l'ancienne lagune d'épuration actuellement inutilisée.

5.2 - Par lettre du 16 janvier 2014, le délégué territorial de la Haute-Loire de l'Agence Régionale de Santé d'Auvergne indique que l'évaluation des risques sanitaires est satisfaisante ainsi que les dispositions préventives et de suivi. Il souhaite toutefois que la caractérisation des sources d'émissions potentiellement émises lors de la phase de vulcanisation soit complétée, car ce procédé est susceptible d'émettre des composés N-nitrosamines volatiles cancérogènes dans l'atmosphère.

.../...

5.3 - Par lettre du 6 février 2014, le directeur départemental des services d'incendie et de secours formule des observations concernant le recoupement des ateliers par des murs coupe-feu, le désenfumage des locaux et la défense extérieure contre l'incendie.

III – Mémoire en réponse de l'exploitant

La société MICHELIN, à qui les avis des services ayant émis des remarques ont été communiqués par lettre du 12 février 2014, a fourni un mémoire en réponse le 2 avril 2014, qui peut se résumer ainsi :

1. Avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours :

- un mur coupe-feu 2 h sera mis en place entre l'activité d'assemblage d'une part et la partie envoi cuisson et cuisson d'autre part, ainsi qu'entre le stockage de gommes et la partie production ;
- le désenfumage du bâtiment affecté à la nouvelle ligne de presses et du stockage gommes seront effectués selon les dispositions imposées ; par contre, le désenfumage du bâtiment principal existant ne sera pas modifié ;
- du fait du recoupement proposé, le besoin en eau est ramené de 660 à 450 m³/h pendant 4 h ; ce débit est largement assuré par les réserves d'eau et le réseau de poteaux incendie en place, sachant qu'il est possible d'isoler les postes sprinkler afin de mettre à disposition le débit maximum de 800 m³/h sur les 12 poteaux.

2. Avis de l'ARS :

- le groupe travaille depuis des années à la substitution des agents cancérigènes et en particulier les précurseurs de nitrosamines cancérigènes ne sont pas utilisés dans les formulations.

3. Avis de la Direction Départementale des Territoires :

- l'augmentation de tonnage n'a pas d'incidence sur le flux de pollution rejeté car les nouvelles presses seront refroidies par un dispositif en boucle fermée de type TAR sèche et les autres augmentations de procédés concernent des outils mécaniques n'utilisant pas d'eau ;
- l'ancienne lagune peut être reconvertie en bassin d'orage et de rétention des eaux d'extinction d'incendie pour la partie réseau se jetant dans la Trende.

III – Analyse de l'inspection

Aucune observation sur ce dossier n'a été recueillie lors de l'enquête publique, ce qui confirme le faible impact de cette entreprise sur son voisinage.

A partir du dossier de demande (étude d'impact et étude des dangers), des réponses apportées par l'exploitant aux remarques émises par les services et de la réglementation applicable aux installations classées soumises à autorisation, les principaux enjeux environnementaux liés au projet peuvent être analysés de la façon suivante :

Impact paysager

Les nouvelles constructions étant très modestes (5 % de la surface de bâtiments actuelle), accolées à l'existant et de même couleur, leur impact visuel sera négligeable.

À noter que deux anciennes cuves aériennes de fioul-lourd, aujourd'hui inutilisées, vont être démantelées au cours de l'année 2015.

Rejets d'eaux pluviales

Le site dispose de 3 points de rejet des eaux pluviales :

SECTEUR CONCERNE	OUVRAGE INTERNE	EXUTOIRE DU REJET
partie sud	-	la Trende
stockage produits finis et partie nord	bassin tampon de 2 600 m ³	la Sumène
eaux pluviales des parkings	2 décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures	réseau communal

.../...

Afin de sécuriser le rejet du secteur sud, l'entreprise a donné son accord pour modifier le réseau afin de réutiliser l'ancienne lagune, aujourd'hui désaffectée et dépolluée, en bassin tampon pouvant également servir de rétention des eaux d'extinction par la mise en place d'une vanne. Compte tenu des études préalables nécessaires et de la budgétisation préalable de cette opération, ce nouvel aménagement doit pouvoir être réalisé au cours de l'année 2016.

Rejets d'eaux industrielles

Malgré l'augmentation de production, l'exploitant s'engage à ne pas dépasser les débits de rejet autorisés actuellement, grâce à la mise en place de techniques n'utilisant pas d'eau, notamment pour les refroidissements.

Compte tenu de la mauvaise qualité de la Sumène en aval de Blavozy, les conditions de surveillance des rejets méritent cependant être améliorées, en rajoutant les paramètres azote et phosphore et en analysant les MES et la DCO chaque semaine au lieu de chaque quinzaine. De même le contrôle par un organisme extérieur pourrait être effectué une fois par trimestre au lieu d'une fois par an (le contrôle inopiné restant à cette fréquence annuelle).

Rejets atmosphériques

La **chaufferie** composée de 3 chaudières alimentées au gaz en temps normal, dont une utilisée en secours et une disposant d'un brûleur mixte gaz/fioul domestique, n'est pas modifiée. Ces chaudières seront par contre davantage sollicitées pour une production de vapeur supérieure adaptée à l'augmentation de la production.

Les valeurs limites à respecter pour les rejets des chaudières et les contrôles à effectuer sont fixés par l'arrêté ministériel du 25 juillet 1997 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2910 : Combustion. La périodicité des analyses est réduite de 3 à 2 ans.

Concernant l'utilisation de **solvants**, l'usine de Blavozy a été depuis longtemps un précurseur pour la réduction des émissions de composés organiques volatils. Le schéma de maîtrise des émissions élaboré en 2004 était particulièrement volontariste dans le domaine de la fabrication de pneumatiques en proposant une valeur cible de 1,25 g de COV/kg de pneumatiques fabriqués. Grâce à une démarche d'amélioration continue, le ratio obtenu des dernières années est de 0,85 g/kg et l'exploitant s'engage à continuer de respecter cette dernière valeur à l'avenir.

Bruit

Les mesures de bruit, notamment des émergences dans les zones réglementées, effectuées dans le cadre de la préparation de la demande d'autorisation montrent un respect des valeurs limites réglementaires, de jour comme de nuit.

Les modifications envisagées ne devraient pas avoir d'incidence grâce aux dispositions prévues (groupe hydraulique insonorisé et en sous-sol, tours de refroidissement sèches avec écran anti-bruit).

Risques accidentels

La démarche d'analyse des risques dans l'étude de dangers suit la méthodologie actuellement en vigueur (arrêté ministériel du 29 septembre 2005) et permet d'aboutir à une synthèse des principaux phénomènes dangereux dont aucun n'est identifié comme inacceptable. Parmi les 11 scénarios modélisés, seul l'incendie de la plate-forme de stockage extérieure, qui n'est pas modifiée par le projet, est susceptible d'avoir des effets en dehors de la limite de propriété mais le secteur concerné n'est pas constructible. Cette plate-forme est équipée d'une détection incendie, isolée des bâtiments proches par un mur coupe-feu et organisée en îlots séparés par des allées de 6 m de large.

Les recoupements par des murs coupe-feu prévus dans le cadre des nouvelles constructions ont été modifiés suite à des contacts avec le service départemental d'incendie et de secours, ce qui permettra de réduire les besoins en eau en cas d'incendie. Les deux réservoirs de 2 900 m³ qui alimentent les poteaux incendie, les RIA et l'installation d'extinction automatique s'avèrent ainsi suffisants.

.../...

Pour la rétention des eaux d'extinction en cas d'incendie, l'établissement dispose d'un volume de 1 000 m³ au niveau des quais et d'un bassin tampon de 2 000 m³ en partie nord ; comme on l'a vu précédemment, un aménagement est prévu pour la rétention des eaux de la partie sud.

IV – Propositions

Compte tenu de l'analyse ci-dessus, nous proposons aux membres du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques d'émettre un avis favorable sur cette demande d'extension, sous réserve du respect des prescriptions contenues dans le projet d'arrêté ci-joint, qui annulera et remplacera l'arrêté actuel d'autorisation du 5 janvier 2000 modifié.

Ces prescriptions reprennent celles de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux émissions des installations classées soumises à autorisation ainsi que celles de l'arrêté préfectoral du 5 janvier 2000 concernant les installations existantes (organisation de la plate-forme de stockage extérieure, exploitation de la chaufferie, stockage et emploi de liquides inflammables, utilisation de sources radioactives et de fluides frigorigènes) et en ajoute de nouvelles pour :

- fixer le délai pour le démantèlement des anciennes cuves de fioul-lourd (articles 1.5.3 et 10.1.1) ;
- mettre à jour les valeurs limites (articles 3.2.4 et 4.3.8) et les conditions d'autosurveillance (articles 9.2.1 et 9.2.3) pour les rejets de la chaufferie et les rejets d'eaux usées industrielles ;
- réduire de la valeur cible d'émissions de COV (article 3.2.5) ;
- fixer le délai pour la modification du réseau d'eaux pluviales de la partie sud (articles 4.3.1 et 10.1.1) ;
- préciser la position des murs coupe-feu (article 7.2.1) ;
- renvoyer aux prescriptions du nouvel arrêté ministériel du 14 décembre 2013 pour l'exploitation des tours aéroréfrigérantes (article 8.2.1).

Rédigé le 26 mai 2014 par L'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées)	Vérifié le 26 mai 2014 par L'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées)	Approuvé le 26 mai 2014 par Pour le directeur, Le responsable de l'unité territoriale de la Haute-Loire
---	--	--